



**Groupe de coopération en matière de lutte
contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants**

**P-PG / Genre (2016) 1
12 janvier 2016**



Séminaire sur les femmes, les drogues et la violence en Europe et dans la région méditerranéenne

Rome, 10-11 décembre 2015

Sala Polifunzionale

Presidenza del Consiglio dei Ministri

Via Santa Maria in Via, 37

1. Introduction

Organisé en collaboration avec le Groupe Pompidou, ce séminaire a été accueilli et financé par le Département des politiques antidrogues de la présidence du Conseil des ministres italien.

Patrizia de Rose, coordinatrice du Département des politiques antidrogues et coprésidente du séminaire avec Elisabetta Simeoni, rapporteur sur l'égalité entre les femmes et les hommes du Groupe Pompidou, et Florence Mabileau, du secrétariat du Groupe Pompidou, a prononcé le discours d'ouverture.

Jan Malinowski, secrétaire exécutif du Groupe Pompidou, a fait une allocution, reproduite à l'annexe 1.

Simona Lanzoni, membre du GREVIO, groupe d'experts indépendants chargé de suivre la mise en œuvre par les Etats parties de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([Convention d'Istanbul](#)), a présenté la Convention.

Ont participé à ce séminaire des professionnels travaillant dans le domaine de la prise en charge thérapeutique des addictions et de la réduction des risques et des dommages, des responsables de l'élaboration des politiques de 22 pays (Autriche, Croatie, Chypre, Egypte, France, Hongrie, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Norvège, Portugal, Roumanie, Serbie, République slovaque, Slovénie, Espagne, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », Tunisie, Turquie, Royaume-Uni), un consultant venant de Grèce et des représentants de l'UNICRI.

2. Objectifs

Le séminaire visait les objectifs suivants :

1. Evaluer la situation : comment l'exposition à la violence chez les femmes est-elle prise en compte dans les systèmes de réduction des risques et de prise en charge thérapeutique de la toxicomanie ? Comprendre les difficultés rencontrées par les personnels chargés de la réduction des risques et de la prise en charge ainsi que leurs besoins.

2. Faire des recommandations pour résoudre plus efficacement le problème de la violence chez les femmes consommant des substances psychoactives, en prenant des exemples de services qui fonctionnent ou de lignes directrices concrètes à l'intention des professionnels.

3. Données factuelles

Les parcours de vie des femmes qui consomment de la drogue sont ponctués par les traumatismes et la violence qu'elles ont subis dans leur enfance ou à l'âge adulte. Ces femmes représentent une minorité des patients rencontrés par les professionnels de la gestion des addictions et de la réduction des risques et des dommages, dont les listes de patients en cours de traitement comprennent principalement des hommes. Leurs vies chaotiques ainsi que les traumatismes et la violence dont elles sont victimes compliquent parfois leur traitement.

Ce sujet a été largement examiné et mis en évidence lors des consultations organisées par le projet Eranid (European Research Area Network on Illicit Drugs – un réseau de 11 organisations présent dans six Etats membres de l'Union européenne : la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni) en vue de recenser les priorités de recherche dans le domaine des drogues illicites. La question a été abordée sous différents angles : la violence en tant que facteur déclencheur de la consommation de drogue, facteur contribuant au processus de dépendance ou facteur compliquant le processus de sortie. Les chercheurs, les professionnels de la prise en charge et les parties prenantes institutionnelles participant à ces consultations ont regretté les limites de la recherche dans ce domaine et insisté sur le fait qu'un manque de connaissances en la matière pouvait limiter l'efficacité de la prise en charge chez les femmes consommatrices de drogue.

Dans le cadre de son mandat visant à introduire les dimensions de genre dans les politiques en matière de drogues, le Groupe Pompidou a lancé trois projets de recherche qui ont servi de base au séminaire :

1. Un projet de recherche mené en 2014 sur « la dimension de genre dans l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance » dont les résultats sont parus en 2015 dans une publication du Conseil de l'Europe qui a conclu à la nécessité de mieux comprendre le lien qui existe entre la consommation de drogue chez les femmes et la violence.

2. Une analyse de la littérature spécialisée sur les violences (subies ou commises) et la consommation de substances psychoactives chez les femmes en Europe et dans la région méditerranéenne réalisée en avril 2015. Soixante-trois articles ayant trait au problème de la violence et de la consommation de substances psychoactives chez les femmes, publiés *en Belgique, en Egypte, en France, en Géorgie, en Allemagne, en Hongrie, en Israël, aux Pays-Bas, en Norvège, au Maroc, en Espagne et en Suède*, figurent dans cette recherche préliminaire. Tous établissent une prévalence supérieure de la violence à tous les âges de la vie chez les personnes qui consomment des substances psychoactives par rapport à la population générale, et une consommation de substances psychotropes supérieure chez les personnes ayant subi des violences dans leur vie en comparaison de celles n'en ayant pas subies. Les différences sont nettement plus grandes chez les femmes que chez les hommes.

Cette analyse tend à confirmer l'existence d'un lien entre l'exposition à la violence et la consommation de substances psychoactives chez les femmes. En outre, elle fait ressortir la nécessité d'aborder la question de la violence sous l'angle du genre dans la prise en charge des personnes qui consomment des substances psychoactives.

Cette étude préliminaire a recensé des pistes de travail, qui portent principalement sur la nécessité d'une démarche globale intégrant le problème de la violence subie dans les soins apportés aux femmes consommatrices de substances psychoactives au sein des centres de prise en charge de la toxicomanie :

- une détection plus vaste et plus systématique de la violence subie par les femmes, en particulier au sein des groupes vulnérables comme les prostituées,
- une meilleure connaissance des caractéristiques sociodémographiques des femmes consommatrices de substances psychoactives victimes de violences, aux fins de déterminer les facteurs socioculturels contribuant à la violence et à la consommation de substances psychoactives,
- des connaissances plus détaillées des systèmes de soins existants pour les femmes victimes de sévices souffrant de troubles liés à la consommation de substances psychoactives, dans le but de mieux comprendre certains mécanismes et d'adapter les réponses sociales et sanitaires,
- l'élaboration d'outils permettant aux professionnels de santé de traiter de manière plus efficace le problème de la violence et d'atténuer ses effets sur la santé.

3. Une consultation de professionnels dans le cadre de groupes de réflexion.

Les pistes de travail qui se sont dégagées reposaient uniquement sur une analyse de la littérature spécialisée et la consultation de chercheurs. Afin d'inscrire cette recherche dans une perspective opérationnelle et en phase avec sa mission qui consiste à promouvoir le lien entre recherche, politique et pratique, le Groupe Pompidou a proposé de s'appuyer sur ces travaux en consultant des professionnels de la prise en charge de la toxicomanie et de la réduction des risques et des dommages. Des groupes de réflexion ont ainsi été formés dans 4 pays : en France, en Italie, au Portugal et en Espagne. Les résultats de la consultation sur la « réponse des services de gestion de la toxicomanie et de la réduction des risques et des dommages aux violences subies par les femmes consommatrices de drogue » ont été présentés lors du séminaire et un rapport sera publié en parallèle.

4. Exposés présentés lors du séminaire

Les exposés ont été présentés par des représentants de l'Italie, de la République slovaque, de la Hongrie, de la France, d'Israël, de Malte, du Portugal, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Espagne et du Royaume-Uni. Les orateurs ont partagé leurs expériences en tant qu'ONG, responsables de l'élaboration des politiques ou chercheurs. Les présentations ont été mises à la disposition des participants après le séminaire.

5. Recommandations du séminaire sur les femmes, les drogues et la violence en Europe et dans la région méditerranéenne, Rome, 10-11 décembre 2015

Les recommandations suivantes ont été rédigées sur la base des résultats de la consultation menée avec des professionnels dans quatre pays (France, Italie, Portugal et Espagne) et des exposés présentés pendant le séminaire de Rome.

Elles ont été convenues au cours de la table ronde sur la prise en compte du genre et de la violence dans les politiques en matière de drogues en France, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Espagne et le moyen d'intégrer les recommandations des professionnels. Les représentants gouvernementaux présents au séminaire ont participé à cette table ronde.

Les données validées issues de la recherche et de l'expérience des ONG montrent ce qui suit :

- Il existe un lien entre la violence et les expériences traumatisantes, d'une part, et la consommation de substances psychoactives, d'autre part.
- Il peut exister des liens entre les types de violence subis (psychologique, physique ou sexuelle) et les catégories de substances psychotropes consommées (licites ou illicites).
- Le personnel (médical ou social) manque de connaissances sur le lien entre les mauvais traitements infligés aux femmes (y compris la violence domestique, couvrant le harcèlement ou l'intimidation des jeunes filles) et le risque de consommation de drogues psychoactives par la suite.
- La négligence et les sévices physiques et sexuels subis pendant l'enfance sont une caractéristique commune à l'histoire personnelle de nombreuses femmes qui consomment de la drogue et expliquent que cela les aide à faire face à la situation.
- La grossesse et la maternité peuvent grandement motiver les femmes à surmonter leurs problèmes de toxicomanie.
- Certains services ne possèdent pas les connaissances spécialisées nécessaires pour prendre en charge les femmes consommatrices de drogue.
- Pendant la désintoxication et la réadaptation, les mères doivent rester en contact avec leurs enfants.
- Les femmes peuvent rencontrer des difficultés à accéder aux services en raison des préjugés, des politiques et des pratiques.
- Les femmes incarcérées ne disposent pas d'installations spécifiques pour leurs enfants.
- Les programmes de réduction des dommages pourraient tirer profit de l'expérience des femmes consommatrices de drogues.
- Il conviendrait de développer les connaissances au sujet de la toxicomanie, de la prostitution et de la violence afin de proposer une gestion globale.

Les recommandations suivantes émanent de ce qui précède :

Politique :

- **Intégrer la question de la spécificité de genre, et en particulier la question de la violence, à différents niveaux :**
 - **dans les stratégies et les plans nationaux,**
 - **dans les plans de projets visant à mettre sur pied des centres de prise en charge thérapeutique/centres sociaux et des associations de lutte contre la toxicomanie.**
- **Intégrer la question de l'usage problématique des substances psychoactives dans le plan national de lutte contre la violence.**

Recherche :

- **Mener des recherches plus approfondies sur le lien entre la violence et les expériences traumatisantes, d'une part, et la consommation de substances psychoactives, d'autre part, en fonction du type de substances (licites ou illicites et comportement toxicomaniaque).**
- **Consigner les éléments spécifiques au genre lors de la collecte de données auprès des femmes prises en charge à l'aide de l'indicateur de demande de traitement.**
- **Faire participer des femmes aux futures recherches qualitatives en organisant des groupes de réflexion avec des femmes consommatrices de drogue.**

Formation :

- **Former le personnel médical et social aux questions de genre.**
- **Former le personnel médical et social à la question de la violence, de la violence domestique et des traumatismes psychologiques, et à l'existence éventuelle d'un lien avec la toxicomanie.**
- **Lors du premier entretien entre une consommatrice de drogue et un(e) professionnel(le) des services médicaux ou sociaux, poser des questions relatives à la négligence et aux sévices physiques et sexuels éventuellement subis dans l'enfance. Noter ces faits dans le dossier médical de la patiente.**
- **Former et accompagner le personnel médical et les travailleurs sociaux concernant la question de la grossesse chez les consommatrices de drogue.**
- **Former le personnel des centres pour les femmes victimes de violence au problème de la consommation de drogue.**

Elaboration de programmes de prise en charge :

- **Mettre en place des services globaux et spécifiques aux femmes.**
- **Proposer des programmes de prévention de l'usage de drogue à l'intention des jeunes filles/femmes victimes de sévices.**
- **Proposer des programmes de prévention de la violence dans les centres de traitement et de réduction des risques et des dommages avec la participation d'hommes consommateurs de substances psychoactives.**
- **Fournir des services de garde d'enfants pendant la désintoxication et la réadaptation afin de permettre aux femmes de garder le contact et de bonnes relations avec leurs enfants.**
- **Mettre en place des installations pour les mères et leurs enfants en prison.**
- **Faire participer les femmes consommatrices de drogue à la conception de programmes de réduction des dommages liés aux drogues adaptés à leurs besoins.**
- **Associer les femmes toxicomanes à l'élaboration de stratégies et de projets afin de les responsabiliser et non de les victimiser.**

Collaboration avec les différents services :

- **Garantir la collaboration entre les différents services : le système de santé, les organes chargés de l'application de la loi, les services sociaux et les services chargés de la protection des femmes contre la violence.**
- **Renforcer la coordination et la mise en réseau des différentes parties prenantes.**
- **Former des groupes réunissant différents acteurs : les programmes de réduction des risques et des dommages, les centres de lutte contre la violence, les services d'assistance juridique, les services d'insertion sociale et les services de soutien à la parentalité.**
- **Offrir aux femmes consommatrices de drogue un accès direct et inconditionnel aux services chargés de la protection des femmes contre la violence.**
- **Offrir aux femmes victimes de violences l'accès à tous les mécanismes de protection. Cette recommandation s'applique à toutes les victimes, qu'elles consomment des drogues régulièrement ou non, qu'elles aient ou non porté plainte officiellement, qu'elles bénéficient ou non d'une couverture sociale ou médicale.**

Evaluation :

- ***Etablir des mécanismes destinés à améliorer les connaissances et à évaluer les actions.***
- ***Intégrer une dimension de genre à la collecte des données et aux rapports d'activité dans les centres qui reçoivent des fonds publics.***
- ***Evaluer les actions et créer des possibilités de partage des pratiques entre les acteurs œuvrant non seulement dans le même domaine mais aussi dans des domaines différents.***

Mettre en place et garantir sur le long terme des activités touchant la condition féminine :

- ***Réaliser une analyse coût-bénéfice des services différenciés en fonction du sexe en vue de montrer aux responsables de l'élaboration des politiques l'intérêt d'investir dans ces services.***
- ***Créer des lignes budgétaires spécifiques pour les actions intégrant une dimension de genre et destinées à gérer/traiter la violence dans les différents projets.***

6. Conclusions

Patrizia de Rose a remercié tous les participants et les a informés de l'intention de l'Italie de présenter ces recommandations au cours d'une manifestation parallèle lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le problème mondial de la drogue qui aura lieu en 2016.

Annexe I

Allocution prononcée lors de la séance d'ouverture par
Jan MALINOWSKI,
secrétaire exécutif du Groupe Pompidou

[Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat chargé des réformes constitutionnelles et des relations avec le Parlement,]

Madame la Coordinatrice du Département des politiques antidrogues de la présidence du Conseil des ministres italien,

Mesdames et Messieurs,

Bonjour et bienvenue à tous de la part du Groupe Pompidou et du Conseil de l'Europe.

Cela n'est sans doute pas nécessaire, mais je souhaiterais commencer par rappeler ce que sont le Conseil de l'Europe et le Groupe Pompidou.

Le Groupe Pompidou est un groupe de réflexion et une plateforme de coopération du Conseil de l'Europe sur les politiques en matière de drogues. Il comptera 38 Etats membres au 1^{er} janvier 2016, dont deux pays non européens, Israël et le Maroc, dans la mesure où il n'est pas uniquement ouvert aux Etats membres du Conseil de l'Europe.

Le Groupe Pompidou a été créé en 1971 afin de lutter contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants, à l'initiative du Président français alors confronté au phénomène de trafic de l'héroïne connu sous le nom de « French Connection ». Il a été intégré dans le Conseil de l'Europe en 1980.

Le Conseil de l'Europe est une organisation internationale qui, forte de ses 47 Etats membres, a pour objectif de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Le Conseil de l'Europe est au service de plus de 820 millions de citoyens en Europe.

Je ne saurais continuer sans remercier très chaleureusement nos hôtes, et d'abord Mme Patrizia de Rose, coordinatrice du Département des politiques antidrogues de la présidence du Conseil des ministres italien. Je prévoyais de présenter ces remarques en présence également du sous-secrétaire d'Etat mais, étant donné qu'il a dû partir, j'espère bien qu'elles lui seront transmises car je dois remercier l'Italie à plusieurs titres.

En premier lieu, je tiens à vous remercier du soutien sans faille que vous apportez depuis longtemps au Groupe Pompidou et à son travail. Votre soutien est politique et financier mais il s'exprime aussi en termes d'impulsion et d'idées. Les personnalités et les sommités qui nous honorent de leur présence témoignent de ce soutien politique.

En deuxième lieu, et tout aussi essentiel que le soutien politique, je tiens à vous remercier tout particulièrement du soutien financier que, parallèlement au gouvernement français, vous avez généreusement apporté aux activités de notre réseau méditerranéen, MedNET, ainsi que de votre soutien financier en faveur des activités concernant les femmes.

En troisième lieu, et ce n'est pas le moins important, je vous remercie pour vos idées et votre rôle moteur en ce qui concerne l'intégration de la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues, et je vous sais gré d'avoir piloté les importants travaux qui ont abouti à cet événement.

Votre soutien et votre générosité ne passent pas inaperçus. Ils ne sont ni ignorés ni tenus pour acquis. Cet événement important en est un bon exemple et il arrive à point nommé pour un certain nombre de raisons.

Aujourd'hui, c'est la Journée des droits de l'homme. C'est aussi la fin de la campagne contre la violence sexiste parrainée par l'ONU, une campagne de 16 jours qui invite à « oranger le monde » et à éliminer la violence à l'égard des femmes.

Seize jours, du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, au 10 décembre, Journée des droits de l'homme. Dans le cadre de cette campagne « orange », j'ai porté de l'orange tous les jours depuis le 25 novembre et je porte de l'orange chaque 25 du mois (quand j'y pense).

Aujourd'hui, c'est la Journée des droits de l'homme. Vivre à l'abri de la peur et de la violence est une question de droits de l'homme qui concerne tout particulièrement les femmes.

En outre, à l'heure où je vous parle, la session de la Commission des stupéfiants a repris à Vienne dans le cadre du processus de préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) sur le problème mondial de la drogue, qui se tiendra à New York du 19 au 21 avril 2016.

Je ferai l'impasse sur le sujet spécifique de ce séminaire. Je n'essaierai pas d'anticiper sur les interventions de nos excellents orateurs. Ils aborderont les sujets bien mieux que je ne pourrais le faire. Je préfère partager avec vous mes réflexions personnelles sur les convergences entre les femmes, les drogues et la violence.

Je commencerai par la fin. Premièrement, s'agissant de la violence :

Dans une lettre datée de lundi dernier adressée au directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Dainius Pūras, à propos des préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, évoque les dommages de l'incarcération sur la santé physique et mentale.

Les connaissances théoriques selon lesquelles la privation de liberté constitue, d'une certaine manière, un acte de violence, vont tout à fait dans le sens de ce séminaire. Le monopole de l'Etat sur l'usage légitime de la force physique couvre la privation de liberté et l'emprisonnement. Un mal nécessaire. Cependant, la jurisprudence des droits de l'homme démontre que le caractère proportionné n'est pas automatiquement garanti par le fait que la force ou la violence est imposée par l'Etat. Et plusieurs agences et institutions onusiennes remettent en cause le caractère proportionné de la privation de liberté dans le cas d'une consommation de stupéfiants.

Hier soir, je suis tombé sur un tweet avec le hashtag #UNGASS2016 qui disait que le fait d'incriminer des enfants pour consommation de drogue revenait à les punir pour les fautes et les peurs des autres, vraisemblablement les adultes ou la société dans son ensemble. J'ai alors été d'autant plus frappé par la notion de violence indissociable de la privation de liberté.

Le refus d'un traitement médical nécessaire peut également constituer un acte de violence. En effet, il y a bien de la violence dans la conséquence d'une absence de réduction des dommages entraînant, par exemple, une transmission du VIH qui aurait pu être évitée. Le rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible a déclaré que la réduction des dommages ne doit pas être considérée comme une simple option politique pour les Etats, mais qu'elle constitue une obligation juridique au titre de leurs obligations d'assurer progressivement l'exercice du droit à la santé.

Ainsi, même à propos de sujets comme ceux de ce séminaire, nous devrions examiner la violence dans un contexte élargi, pas uniquement la violence physique, mais aussi les autres formes de violence, et notamment la violence psychologique et institutionnelle. C'est, à mon sens, la leçon que nous devons tirer ici. Madame de Rose, vous avez d'ailleurs déjà cité le vaste éventail des formes que peut prendre la violence à l'égard des femmes (et des enfants).

S'agissant des drogues :

La consommation de drogue, et particulièrement l'usage problématique ou l'addiction, est souvent une réponse à la violence et à la détresse, notamment liée aux sévices sexuels et autres subis pendant l'enfance. Le lien entre les troubles de stress post-traumatique ou leur version plus légère, le syndrome de stress traumatique, et la consommation de drogue est reconnu.

[La toxicomanie n'est pas l'expression absolue de l'auto-complaisance ou de la dépravation, bien au contraire : c'est souvent le dernier recoin le plus sombre où une personne se cache avec ses peurs.]

Dans le contexte de la violence à l'égard des femmes, pensez aux femmes prostituées et à la manière dont Rachel Moran les décrit dans son livre « Paid For: My Journey Through Prostitution ». Je vous recommande vivement la lecture de ce livre sur le commerce de la violence à l'égard des femmes. Rachel Moran décrit comment, selon son expérience, la plupart des prostituées n'entrent pas dans la prostitution à cause de la drogue mais commencent à consommer de la drogue pour surmonter leur aversion pour la prostitution. [Elle énumère les compétences que doit avoir une prostituée, comme la capacité à contrôler son réflexe de vomissement, la capacité à réfréner son envie de pleurer et la capacité à imaginer que ce qui vous arrive ne se produit pas réellement.]

Selon les experts, les drogues sont souvent un moyen de s'aider soi-même, à l'instar de l'automédication, dans le but de surmonter les effets de la violence et du stress qui l'accompagne.

Enfin, s'agissant des femmes :

Comme souvent, elles se retrouvent prises au piège. C'est le résultat d'inégalités profondes et insidieuses et de leurs conséquences, y compris la privation de droits et de pouvoirs.

Ces réflexions montrent, à mon sens, pourquoi nous devons poursuivre le travail que nous menons grâce à l'action de nos experts ainsi qu'à l'impulsion et au soutien italiens. Il reste encore beaucoup à faire. Aujourd'hui et demain, pendant ce séminaire, nous étudierons les aspects les plus évidents du problème et nous envisagerons quelques solutions.

Si l'on prend en considération quelques indicateurs – un enfant sur cinq est victime d'abus ou de violence, une femme sur trois subit des actes de violence au cours de sa vie [et dans certains pays la proportion atteint visiblement 50 % des femmes] –, il est manifeste que notre travail ne fait que commencer et que, par rapport aux besoins, les moyens de réponse disponibles sont déplorables.

[Reste une question cruciale : qu'est-ce qu'un bon service public au XXI^e siècle dans une société démocratique ? Comment peut-il mener un travail de terrain volontariste et quelle doit être sa capacité d'absorption ?]

Notre travail ne fait que commencer et j'espère qu'il obtiendra suffisamment de soutien pour qu'il puisse se poursuivre et se développer, afin que nous soyons à la hauteur de l'enjeu.

Merci beaucoup

ANNEXE II - PROGRAMME

10 décembre 2015

- 9:00 *Inscription au séminaire*
- 9:30 Discours de bienvenue par **ON. Ivan SCALFAROTTO**
Secrétaire d'Etat à la Réforme constitutionnelle et aux Relations avec le Parlement
- 9:45 Discours d'ouverture de la Conseillère **Patrizia de Rose**, Coordinateur du Département des politiques anti-drogue, Présidence du Conseil des Ministres, Italie
- 10 :00 Remarques, **Jan Malinowski**, Secrétaire Exécutif du Groupe Pompidou
- 10 :15 La Convention d'Istanbul: loupe et boîte à outils pour l'action, **Simona Lanzoni**, Grevio, Conseil de l'Europe
- 10 :30 Activités axées sur le genre dans le domaine des drogues au niveau national et international,
Elisabetta Simeoni, Département des politiques anti-drogue, Rapporteur sur l'égalité entre les femmes et les hommes du Groupe Pompidou
- 10 :45 Conflits dans la région de la Méditerranée et nouvelles routes du trafic d'esclaves : la double tragédie des femmes, **Agostino Miozzo**, Directeur générale, Département des politiques anti-drogue, Italie
- 11 :00 Violence envers les enfants dans les zones de conflit, **Fédérica Gianotta**, Terre des Hommes, Italie
- 11 :15 *Pause-Café*
- 11 :30 Les femmes, victimisation et consommation de drogues, **Marilyn Clark**, Université de Malte
- 11 :45 Drogues du viol et des violences sexuelles : la nécessité d'un protocole, **Elisabetta Bertol**, Université de Florence, Italie
- 12 :00 Alcool, médicaments, et autres drogues : les résultats de l'étude VARD (Violence and Rape Drugs), **Sabina Strano Rossi**, Université Catholique du Sacré-Cœur, Italie
- 12 :15 Discussion
- 12 :30 *Pause-Déjeuner*
- 14 :00 Violences chez les travailleurs du sexe et les femmes toxicomanes par voie intraveineuse à Bratislava,
Iveta Chovancova, Association Odysseus, République slovaque
- 14 :15 Violence, femmes et drogues, le cas des femmes enceintes consommatrices de drogues à Budapest, **Zsusa Kalo**, Université Eötvos Lorand, Hongrie
- 14 :30 Contribution de **Danièle Jourdain-Menninger**, Présidente de la MILDECA (Mission Interministérielle de lutte contre les Drogues et les conduites addictives), France
- 15 :00 Violence, genre, addiction et différentes approches de réduction des dommages chez les femmes : étude ethnographique sur la plus grande scène ouverte des drogues en Israël, **Hagit Bonny-Noach**, IADA, Israël
- 15 :15 Violence, genre et réduction des dommages : perspectives d'une travailleuse paire, **Madga Ferreira**, GAT, Portugal
- 15 :30 *Pause-Café*

16 :00	Caractéristiques familiales et psychosociales des femmes consommatrices de drogues et besoins spécifiques en matière de prise en charge et de réintégration sociale Jadranka Ivandić-Zimić , Office for Combating Drugs Abuse, Croatia
16 :15	Violence: une difficulté supplémentaire pour les femmes consommatrices de drogues en Egypte, Noha Sabry , General Secretariat for Mental Health and Addiction Treatment, Egypte
16 :30	Intégration de la violence de genre et politique d'addictions dans la stratégie nationale sur les drogues, Luis Simo , Délégation du gouvernement Plan National sur les Drogues, Ministère de la Santé, Services Sociaux et Egalité, Espagne
16 :45	Discussion
17 :30	<i>Clôture</i>

11 Décembre 2015

9:15	Discours de bienvenue par ON. Luigi BOBBA Secrétaire d'Etat, Minsière du Travail et des Politiques sociales
9 :30	La réponse des services de gestion des addictions et de réduction des risques et des dommages, à la violence dont sont victimes les femmes toxicomanes, consultation de professionnels dans quatre pays : Espagne, France, Italie et Portugal, Thérèse Benoit et Marie Jauffet-Roustide , Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), France
10 :00	Discussion
10 :30	Vivre les différences : violence, contextes, parcours et lieux de prise en charge, Fiammetta Murgia , Parsec, Italie
10 :45	<i>Pause-Café</i>
11 :00	Projet MALVA: comment introduire la dimension genre dans les programmes de réduction des dommages et des risques pour les femmes, Gemma Altell , Fundacion Salud y Comunidad, Spain
11 :15	Guide pour les professionnels sur les femmes en situation d'addiction, Cécile Bettendorf , Fédération Addiction, France
11 :30	Les hommes sous traitement pour consommation de drogues et violences conjugales «Cadre des capacités du personnel en matière de consommation de drogues», Gail Gilchrist , chercheur senior en santé et addictions, King's College, Londres
11 :45	Discussion
12 :30	<i>Pause-Déjeuner</i>
14 :00	Table ronde: Comment le genre et les violences sont-ils pris en compte dans les politiques anti-drogue en France, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni, en Espagne? Comment intégrer les recommandations des professionnels? Modérateur: Meni Malliori , Université d'Athènes, Grèce
15 :00	Discussion générale: enseignements à tirer de la consultation des professionnels, du partage de connaissance au séminaire : recommandations possibles
15 :30	Suivi du séminaire : nouvelles activités Genre, Justice Sociale et Objectifs de développement durable, Alessandra Liquori O'Neil , UNICRI
16 :00	<i>Clôture du séminaire</i>

ANNEXE III
Liste des participants

ITALY / ITALIE

Cons. Avv. Patrizia DE ROSE
Dirigente Generale
Presidenza del Consiglio dei Ministri
Dipartimento Politiche Antidroga
Largo Chigi, 19
00187 ROMA

Tel: +39 06 67792420
Fax: +39 06 67796127
Cell.: +39 320 4324624
Email: p.derose@governo.it

ON. Ivan SCALFAROTTO
Sottosegretario di Stato per le Riforme
Costituzionali e i Rapporti con il Parlamento

ON. Luigi BOBBA
Sottosegretario di Stato al Ministero del Lavoro e
delle Politiche sociali

Mr Agostino MIOZZO
Dirigente Generale
Presidenza del Consiglio dei Ministri
Dipartimento Politiche Antidroga
Via della Ferratella, 51
00184 - ROME

Tel +39 06 67792385
Cell: +39 3356412146
Email: a.miozzo@governo.it

Mrs Elisabetta SIMEONI
Cord.Serv I“ Osservatorio Nazionale e Relazioni
Internazionali”
Presidenza del Consiglio dei Ministri
Dipartimento Politiche Antidroga
Via della Ferratella, 51
00184 - ROME

Tel: +39 06 67792768
Cell: +39 3346098757
Email: e.simeoni@governo.it

Mrs Simona LANZONI
GREVIO, Consiglio d'Europa
Fondazione Pangea onlus
Vicepresidente
Via Merulana 272
ROME

Tel: +39 06 4815335
Email: s.lanzoni@pangeaonlus.org

Mrs Sabina STRANO ROSSI
Istituto di Sanità Pubblica
Sezione di Medicina Legale
Università Cattolica del S. Cuore
L.go F. Vito 1
I-00168 ROMA

Email: sabina.stranorossi@rm.unicatt.it

Mrs Elisabetta BERTOL
Prof. Ordinario di Tossicologia Forense
Università di Firenze
Past President Associazione Scientifica GTFI
(Gruppo Tossicologi Forensi Italiani)

Email: elisabetta.bertol@unifi.it

Mrs Fiammetta MURGIA
Psicologa-psicoterapeuta
Responsabile Area Dipendenze Cooperativa
Parsec

Email: fimurqi@gmail.com

Mrs Lucia ROTUNDO Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	l.rotundo@governo.it
Mrs Marino MARINELLA Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	m.marinella@governo.it
Mrs Marina CIONCOLONI Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	m.cioncoloni@governo.it
Mrs Rita SASSARA Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	m.sassara@governo.it
Mrs Fiorella CALO' Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	f.calo@governo.it
Mrs Raffaella ESPOSITO Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	r.esposito@governo.it
Mr Sebastiano ANTONACCI Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	s.antonacci@governo.it
Mrs Giulia MARINO Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	gi.marino@governo.it
Mrs Angelina DE SIMONE Presidenza del Consiglio dei Ministri Dipartimento Politiche Antidroga	an.desimone@governo.it
Mr Gianluca AMICO Università di Bologna	g.amico@outlook.it
Mrs Roberta TITO	Robertatito06@gmail.com
Mr Antonio AFFINITA MOIGE	a.affinita@moige.it
Mrs Cinzia ALITTO Capo Segreteria Sottosegretario On. Luigi Bobba	calitto@lavoro.gov.it
Mrs Laura ANNIBALI Associazione Dgay Project	
Mrs Anna BONIFAZI Maggiore RACIS	anna.bonifazi@carabinieri.it
Mr Enzo CALABRIA Comandante Scuola Superiore di Polizia	enzo.calabria@interno.it
Mrs Antonella CAMPOSERAGNA Forum Droghe	camposeragna@tiscali.it

Mrs Mirna CARADONNA Polizia di Stato	
Mr Luca DI CENSI	lcuadicensi@gmail.com
Mrs Nerina DIRINDIN Senatrice	nerina.dirindin@senato.it
Mr Francesco FABI	frfabi76@gmail.com
Mr Walter FRATTA Università degli Studi di Cagliari	wfratta@unica.it
Mr Saverio GAZZELLONI ISTAT	saverio.gazzelloni@istat.it
Mrs Manuela GRANAIOLO Senatrice	granaiola.segreteria@gmail.com
Mr Aldo IACOBELLI Comandante RACIS	
Mrs Natalia MAGLIOCCHETTI Ministero della Salute	m.magliocchetti@sanita.it
Mrs Rosanna MANCINELLI ISS	
Mrs Roberta MAZZONI RACIS	roberta.mazzoni@carabinieri.it
Mrs Sabrina MOLINARO CNR	molinaro@itc.cnr.it
Mrs Rachele MOSCHINI Gruppo Valdinievole	rachekitti@hotmail.it
Mr Giampaolo NICOLASI Comunità Incontro	giampaolonicolasi@tiscali.it
Mr Carlo PACELLA CUEIM	
Mr Andrea MARTENA CUEIM	Andrea.martena@gmail.com
Mrs Martina MAZZA CUEIM	mm@cuiem.roma.it
Mrs Fulvia PASQUALINI Dipartimento Epidemiologia del S.S.R. – ASL Regione Lazio	f.pasqualini@deplazio.it
Mr Andrea ROSSI Tenente Colonnello RACIS	andrea.rossi@carabinieri.it
Mrs Viola TOFANI Associazione Luca Coscioni	violatofani@associazionelucacoscioni.it

Mr Francesco VISMARA San Patrignano	fvismara@sanpatrignano.org
Mrs Giulia ARDIZZONE Università la Sapienza giulia.ardizzone@gmail.com	
Mr Franco Antonio SAPIA ITAS Garibaldi	itasgari@tin.it
Mrs Alessandra FRASCHINI ITAS Garibaldi	alessandra_fraschini@hotmail.com
Mr Giuseppe LISO Itas Garibaldi	giuseppeliso873@msn.com
Mr Kiumars FOROGHI BILAND ITAS Garibaldi	Ing.foroghi@libero.it
Mrs Daniela GAGLIARDI ITAS Garibaldi	
Mrs Elisabetta GIUSTINI Istituto Carlo Urbani	E_giustini@fastwebnet.it
Mrs Alessia CECCHETTO Istituto Carlo Urbani	Cecchetto.alessia@libero.it
Mrs Manuela SVAMPA Istituto Carlo Urbani	Svampa.manuela@gmail.com
Mrs Teresa CIOCCOLA	teresacioccola@libero.it
Mrs Mara POMPONI Cooperativa Parsec	Marapo3011@gmail.com
Mrs Cara ROSSI	prof.carla.rossi@gmail.com
Mrs Chiara MAGNANIMI	chiaramagnanimi@gmail.com
Mrs Maria Giuseppina MURATORE ISTAT	muratore@istat.it
Mrs Monica PARRELLA Presidenza del Consiglio dei Ministri	m.parrella@governo.it
Mrs Silvana STAMATI Cooperativa Magliana 80	silvanastamati@gmail.com
Mr Emanuele CAROPPO Formez	Emanuele.caroppo@rm.unicatt.it
Padre Salvatore LO BUE Comunità di recupero 'Casa dei giovani'	
Mr Eugenio CEGLIA Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca	Eugenio.ceglio@istruzione.it

Mrs Barbara SULIGOI
Istituto Superiore Sanità

suligo@iss.it

Mrs Olga PERITO
Ministero dell'Economia e della Finanza

olga.perito@tesoro.it

Mrs Stefania FINARDI
Ministero dell'Economia e della Finanza

Mrs Liliana Lando
Ministero dell'Economia e della Finanza

Mrs Silvana STAMATI

silvanastamati@gmail.com

Mr Alessandro BASSO
Presidenza del Consiglio dei Ministri

AUSTRIA / AUTRICHE

Univ. Prof. Dr. Gabriele FISCHER
Medical University of Vienna
Center for Public Health
Department of Psychiatry & Psychotherapy
Währinger Gürtel 18-20,
A-1090 VIENNA

Email gabriele.fischer@meduniwien.ac.at
home page www.sucht-news.at

CROATIA / CROATIE

Ms Jadranka IVANDIĆ ZIMIĆ, PhD.
Senior Adviser
Government of the Republic of Croatia
Office for Combating Drugs Abuse
Department for programs and strategies
Preobraženska 4
HR - 10000 ZAGREB

Email: jadranka.ivandic@uredzadroge.hr

CYPRUS / CHYPRE

Mrs. Tina PAVLOU
Psychologist
Scientific Coordinator of "Ayia Skepi"
Therapeutic Community
NICOSIA

Tel.: +357-99405173
Email: tpavlou73@gmail.com

EGYPT / EGYPTE

Prof. Dr. Noha SABRY
General Secretariat of Mental Health
& Addiction treatment
Ministry of Health & Population
CAIRO

Email: noha_sabry2008@yahoo.com

FRANCE

Madame Danièle JOURDAIN-MENNINGER
Présidente
Mission Interministérielle de Lutte contre la
Drogue et les Addictions (MILDECA)
Premier Ministre
35 rue Saint Dominique
F-75007 PARIS

Email: daniele.jourdain-menninger@pm.gouv.fr

Mme Laura D'ARRIGO
 Conseillère diplomatique
 Mission Interministérielle de Lutte contre la
 Drogue et les Addictions (MILDECA)
 Premier Ministre
 35 rue Saint Dominique
 F-75007 PARIS

Email: laura.d-arrigo@pm.gouv.fr

Mme Thérèse BENOIT
 Consultante en action de santé
 214 rue de Paris
 93100 MONTREUIL

Email : theresebenoit@gmail.com

Mme. Marie JAUFFRET-ROUSTIDE
 Université Paris Descartes
 Chargée de recherche à l'Inserm (Cermes3 -
 Inserm U988)
 45 rue des Saints-Pères
 F-75006 PARIS

Email: m.jauffret@invs.sante.fr

Mme Cécile BETTENDORFF
 Chargée de projet
 Fédération Addiction
 9 rue des Bluets
 F-75011 PARIS

Email : c.bettendorff@federationaddiction.fr

HUNGARY / HONGRIE

Mrs Zsuzsa KALÓ
 Assistant professor
 Eötvös Loránd University
 BUDAPEST

Email: zsuzsa.kalo@gmail.com

ISRAEL

Mrs Hagit BONNY-NOACH, P.h.D
 Criminologist and sociologist.
 Consultant,
 Israel Anti- Drug Authority (IADA).
 Board Member
 Israeli Society of Addiction Medicine (ILSAM).

Email: hagitbo@gmail.com

JORDAN / JORDANIE

Lt. col. Abdullah QARASHAY
 Anti-Narcotics Department
 AMMAN

Tel: +962-7-90192944

Email: Intl.affairs@psd.gov.jo

LEBANON / LIBAN

Mrs Dala FAKREDDINE
 97 Monot street,
 Nakhle building, 1st floor
 Ashrafie
 BEIRUT

Email: dala@skoun.org

MALTA / MALTE

Prof. Marilyn CLARK
 Department of Psychology
 Room 113
 Faculty for social well Being of Malta
 MSIDA

Tel: +356 23402741

Email: marilyn.clark@um.edu.mt

Dr Anna Maria VELLA
MD., MSc Public Health, MA Bioethics,
Medical Officer
PG Dip in Women's Health.
Sedqa

Email: anna-maria.a.vella@gov.mt

NORWAY / NORVEGE

Mrs. Else Kristin UTNE BERG
Spesialkonsulent (Senior Consultant)
KoRus vest region Bergen
BERGEN

Tel: +47 55 56 86 73/+47 41 64 93 36

E-mail:

else.kristin.utne.berg@bergensklinikkene.no

Mr Geir Johnny OLSEN
Spesialkonsulent (Senior Consultant)
RVTS - Vest (Resource Center for Violence,
Traumatic stress and Suicide prevention -
Western Norway)

Tel: +47 95276729

Email: gjol@helse-bergen.no

PORTUGAL

Ms. Vanda BAPTISTA
SICAD – Serviço de Intervenção nos
Comportamentos Aditivos e nas Dependências
Av. da República, 61, 8º andar
1064-808 LISBOA

Email: vanda.baptista@sicad.min-saude.pt

Ms Magda FERREIRA
Gat-In Mouraria
GAT

Email: magda.ferreira@gatportugal.org

ROMANIA / ROUMANIE

Mrs. Adriana Samson
National Antidrog Agency
Psychologist
Head of Drug Prevention and Counselling
Assessment Centre
BRASOV region

Email: anda.samson@ana.gov.ro

SERBIA / SERBIE

Dr. Mirjana JOVANOVIĆ , MD, PhD,
ass. Professor
Faculty of Medical Science,
University of Kragujevac
Psychiatric Clinic, Clinical Center "Kragujevac"
Zmaj Jovina 30,
34000 KRAGUJEVAC

Email: drminjai@yahoo.com

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mrs Iveta CHOVANCOVÁ
Director of Civic Association Odysseus.
OZ Odysseus, Haanova 10,
SK - 852 23 BRATISLAVA

Email: chovancova@ozodyseus.sk

SLOVENIA / SLOVENIE

Ms. Andrea RAFALIČ
Assistant professor
Faculty of Social Work
LJUBLJANA

Andreja.Rafaelic@fsd.uni-lj.si

SPAIN / ESPAGNE

Mr. Luis SIMÓ MORENO
 Technical Counsellor
 Government Delegation for the National Plan on
 Drugs
 Ministry of Health, Social Services & Equality
 MADRID

Email: lsimo@msssi.es

Ms Gemma ALTELL
 Fundació Salut i Comunitat
 C/ Ali Bei, 25 3r pis
 E - 08010 BARCELONA

Email: gemma.altell@fsyc.org

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA / EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE

Dr. Liljana IGNJATOVA
 Head of Center for prevention & treatment of
 drug abuse & abuse of other psychoactive
 substances
 ul. Marko Oreskovic br. 70,
 1000 SKOPJE

Email: ignjatovalijana@outlook.com

TUNISIA / TUNISIE

Dr. Olfa MEZIOU
 Psychiatre addictologue sexologue
 Assistante hospitalo-universitaire
 Secrétaire générale adjoint de la société
 tunisienne d'addictologie STAdd
 Service des consultations externes et des
 urgences à l'hôpital Razi
 1 rue des oranges
 2010 Manouba TUNIS

Email : meziouolfa@hotmail.com

TURKEY / TURQUIE

Ms Hatice ALPASLAN
 Police Officer
 Ministry of Interior - Turkish National Police-
 Counter Narcotics Departmen

Email: hatice.alpaslan@egm.gov.tr

Mr Resul OLUKMAN
 Police Officer

Ministry of Interior - Turkish National Police-
 Counter Narcotics Departmen

Email: resul.olukman@egm.gov.tr

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Gail GILCHRIST, Ph.D.
 Senior Healthcare Researcher in the Addictions
 National Addiction Centre
 Institute of Psychiatry, King's College London
 4 Windsor Walk
 Denmark Hill
 LONDON SE5 8BB

Research Adviser
 Research Design Service London
 Capital House, 42 Weston Street,
 LONDON, SE1 3QD

Tel: +44 (0)20 7848 0646
 Email: gail.gilchrist@kcl.ac.uk

CONSULTANT

Prof. Minerva Melpomeni MALLIORI
 Associate Prof. of Psychiatry Medical School
 Athens University
 Parthenonos 27
 GR -11742 ATHENS

Email: mmalliori@otenet.gr

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

European Commission
Rue de la Loi 200
BRUXELLES
Belgique

EMCDDA / OEDT

EMCDDA
1 Cais do Sodré
PT-1249-289 LISBOA
Portugal

UNICRI

Mrs Alessandra LIQUORI O'NEIL
Programme Officer
United Nations Interregional Crime
& Justice Research Institute
Piazza San Marco, 50
I-00186 ROMA
Italy

Email: liquori@unicri.it

Mrs Sonia AMELIO

DG I – Directorate General of Human Rights and Rule of Law
DG I - Direction Générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit
Council of Europe / Conseil de l'Europe
F - 67075 Strasbourg Cedex

Pompidou Group Secretariat / Secrétariat du Groupe Pompidou /

M. Jan MALINOWSKI
Secrétaire Exécutif

Fax: +33 3 88 41 27 85
Web site: <http://www.pompidou.int>

Tel: +333 88 41 28 92
Email: jan.malinowski@coe.int

Mme Florence MABILEAU
Chef Unité MedNET / Recherche / Dimension
Genre

Tel : +333 88 41 31 95
Email : florence.mabileau@coe.int

Mme Florence MANSONS
Assistante Unité MedNET / Recherche /
Dimension Genre

Tel : + 333 88 41 38 42
Email : florence.mansons@coe.int